

ACTION URGENTE

DES DÉFENSEUR.E.S DU DROIT À LA TERRE À RÍO BLANCO TOUJOURS EN DANGER

Le 16 juillet, le Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) a signalé de nouvelles attaques qui ont touché au moins 25 familles de la communauté de Río Blanco (département d'Intibucá, Honduras) : leurs cultures vivrières ont été volontairement détruites près de l'endroit où Rosalina Domínguez, ses quatre fils et deux autres membres de cette communauté avaient été menacés, le 30 avril et le 1^{er} mai 2019. Amnesty International appelle la ministre des Droits humains à garantir immédiatement la sécurité des membres de la communauté de Río Blanco et du COPINH, et à enquêter sur toutes les attaques ayant visé ces personnes.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre des droits humains - Karla Eugenia Cueva Aguilar
Ministerio de Derechos Humanos
Palmira, Edificio Torre Futura, Ave. República de Panamá,
Tegucigalpa, M.D.C., Honduras
Courriel : karlacueva144@gmail.com

Madame la Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de ma préoccupation au sujet des attaques qui ont touché au moins 25 familles de la communauté de Río Blanco, dans le département d'Intibucá. Le Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) a signalé que les cultures vivrières qui nourrissent 25 familles ont été volontairement détruites le 16 juillet. Cette attaque a eu lieu dans le secteur où Rosalina Domínguez, ses quatre fils et deux autres membres de la communauté ont été menacés, le 30 avril et le 1^{er} mai 2019.

Compte tenu des attaques dont ont déjà été victimes les membres de la communauté de Río Blanco, qui se battent pour faire respecter leurs droits par rapport à la construction du barrage d'Agua Zarca sur la rivière Gualcarque, je m'inquiète des risques de nouvelles attaques, y compris d'agressions physiques, contre cette communauté.

Je vous demande donc de garantir la sécurité des membres de la communauté de Río Blanco et du COPINH, en respectant leurs souhaits, et de poursuivre les enquêtes sur toutes les attaques menées contre eux.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

La communauté indigène lenca de Río Blanco, dans le département d'Intibucá, au Honduras, manifeste contre un projet de construction d'une centrale hydroélectrique sur les terres où elle vit depuis plusieurs siècles. Elle dénonce l'absence de consultation libre, préalable et éclairée sur ce projet. Cette communauté fait partie du Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH). Le COPINH se bat depuis plus de 20 ans pour obtenir de meilleures conditions de vie pour la communauté de Río Blanco. Depuis 2011, les membres du COPINH militent en faveur de leur droit de donner leur consentement préalable, libre et éclairé. Ses membres sont la cible de menaces et de harcèlement depuis des années en raison de leur travail.

Berta Cáceres, dirigeante et cofondatrice du COPINH, a été abattue le 3 mars à son domicile, dans la ville de La Esperanza (département d'Intibucá). Le 7 mars 2016, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a prononcé de nouvelles mesures conservatoires en faveur de tous les membres du COPINH et de la famille de Berta Cáceres, en raison des risques liés à leurs activités de défense des droits humains, de l'environnement et des ressources naturelles et de leur vulnérabilité accrue depuis l'assassinat de Berta Cáceres.

Le 30 avril et le 1^{er} mai 2019, Rosalina Domínguez, coordinatrice pour les finances du Conseil indigène de Río Blanco, ses quatre fils (âgés de 16 à 30 ans), et deux autres membres de la communauté, ont reçu, alors qu'ils allaient au travail, des menaces de mort qui leur ont été lancées par un groupe d'au moins sept personnes dont l'une était armée. Le COPINH a signalé cette attaque à la police et au bureau du procureur, et demandé au Système national de protection du Honduras de protéger Rosalina Domínguez. Les enquêtes menées sur les attaques précédentes n'ont pas encore abouti. Le Système de protection pour les défenseur·e·s des droits humains doit aussi mettre en œuvre les mesures conservatoires ordonnées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (Mesures conservatoires 112/16) pour que le COPINH puisse poursuivre ses activités de défense des droits humains sans subir de violences et de harcèlement.

Ces trois dernières années, Amnesty International a attiré l'attention sur les nombreuses menaces de mort et autres menaces, les manœuvres d'intimidation, les actes de harcèlement et les homicides visant des militant·e·s au Honduras, qui est l'un des pays les plus dangereux au monde pour les personnes qui défendent les droits humains.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol. Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 2 septembre 2019
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Communauté de Río Blanco (elle) et le Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) (il)

LIEN VERS UNE PRÉCÉDENTE AU : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr37/0337/2019/fr/>